

**CAHIER DE RECHERCHE**

*Le nouvel argumentaire  
fédéraliste*

Par Mathieu Bock-Côté, *directeur de la recherche à  
l'Institut de recherche sur le Québec*

**Avril 2008**



*Institut de recherche  
sur le Québec*



# Présentation de l'IRQ

FONDÉ EN 2002, L'INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE QUÉBEC (IRQ) a pour mission de soutenir et de diffuser des recherches et des textes d'opinion sur des sujets touchant le développement du Québec. Lieu d'échanges, de concertation et de débats entre les groupes et les individus qui réfléchissent et agissent pour bâtir le Québec, l'IRQ se situe au carrefour de l'observation et de l'action. Il a pour but de susciter la réflexion sur les enjeux d'actualité qui concernent le Québec.

## Notice biographique

DIPLOMÉ EN PHILOSOPHIE ET SOCIOLOGIE, MATHIEU BOCK-CÔTÉ est directeur de la recherche à l'Institut de recherche sur le Québec. Auteur de *La dénationalisation tranquille : mémoire, identité et multiculturalisme dans le Québec post-référendaire* (Boréal, 2007) et codirecteur de *La cité identitaire* (Athéna, 2007) avec Jacques Beauchemin, ses travaux portent principalement sur l'identité nationale, le multiculturalisme, l'historiographie et les idéologies politiques. Collaborateur régulier à *L'Action nationale* – dont il dirige le séminaire de lecture – ainsi qu'à plusieurs autres revues québécoises et étrangères, on peut aussi le lire dans les pages « Idées » et « Forum » des grands quotidiens québécois. Il participe régulièrement à plusieurs émissions d'affaires publiques, parmi lesquelles *Bazzo.tv*, *Il va y avoir du sport* et *Le Journal du Midi*, en plus d'être régulièrement invité à commenter l'actualité sur plusieurs autres tribunes. Il poursuit actuellement une thèse doctorale au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal. On peut consulter plusieurs de ses articles sur son site personnel à [www.bock-cote.net](http://www.bock-cote.net).

Le Comité scientifique de l'Institut de recherche sur le Québec s'assure de la rigueur de la démarche et des méthodes utilisées dans le cadre des projets de recherche qu'il finance. Cependant, l'Institut décline toute responsabilité quant aux propos tenus et opinions exprimées par les auteurs.

# Résumé

**L**A PUBLICATION RÉCENTE DE *RECONQUÉRIR LE CANADA*, sous la direction d'André Pratte, annonce un tournant fondamental qu'il serait irresponsable de négliger dans la pensée fédéraliste au Québec. Si les fédéralistes affirmaient traditionnellement que le Québec trouvait dans le Canada de meilleures conditions pour assurer son épanouissement et la préservation de son identité, ils reconnaissaient aussi, toutefois, que le Québec avait des griefs très légitimes envers un fédéralisme canadien ne reconnaissant pas les conséquences politiques de sa différence nationale. C'est une toute nouvelle manière de voir la relation Canada-Québec qui nous est proposée dans ce manifeste. Selon le nouvel argumentaire fédéraliste, il faudrait dédramatiser le problème de l'insertion déficiente du Québec dans le Canada en déconstruisant la question nationale pour ne plus lui permettre de définir d'aucune manière la politique québécoise. Il n'y aurait plus de question nationale mais seulement des Québécois avec une sensibilité identitaire exagérée qu'il s'agirait de neutraliser le plus possible. Il s'agirait désormais de normaliser la situation canadienne du Québec en rejetant une fois pour toutes les critiques de l'ordre constitutionnel canadien d'un point de vue québécois. Le nouvel argumentaire fédéraliste affirme ainsi que les Québécois ne devraient plus assurer la préservation du seul lieu politique où les francophones constituent une majorité en Amérique du Nord. Ils devraient aussi renoncer à traduire dans l'ordre constitutionnel la réalité historique du Canada avec ses deux peuples fondateurs. Les Québécois devraient plutôt s'investir à la grandeur du Canada, qui est présenté comme un « pays-laboratoire exemplaire », à l'heure d'une mondialisation devant favoriser la redéfinition de toutes les citoyennetés nationales selon un modèle multiculturaliste. Dans la présente étude, c'est ce nouvel argumentaire fédéraliste qui est examiné puis questionné, avec le souci particulier de tenir compte des intérêts du Québec et des concepts et notions nécessaires à leur préservation. L'auteur cherche à comprendre à quel point le nouvel argumentaire fédéraliste opère une rupture profonde avec la tradition politique québécoise qui rassemblait normalement les souverainistes et les fédéralistes à l'ancienne manière, dans la même préoccupation d'assurer au Québec un pouvoir maximal dans la définition de son avenir. L'auteur démontre surtout comment le nouvel argumentaire fédéraliste rompt explicitement avec l'exigence d'une défense maximale des intérêts du Québec lorsqu'il l'invite à relativiser sa différence pour mieux s'inscrire dans un ensemble canadien par rapport auquel on ne devrait plus définir aucun seuil de rupture.

# Table des matières

Présentation de l'IRQ et notice biographique .....	1
Résumé .....	2
Introduction .....	4
Changer la culture politique québécoise.....	5
Une politique de la table rase .....	6
Un fédéralisme post-national .....	8
Reconquérir le Canada : quel Canada ?.....	11
Conclusion – Nationalistes québécois vs fédéralistes canadiens .....	13

# Introduction

**C'est à l'automne 2007** qu'est paru *Reconquérir le Canada : un nouveau projet pour la nation québécoise*<sup>1</sup>, sous la direction de l'éditorialiste en chef de *La Presse* André Pratte, un collectif recueillant quatorze essais plaidant pour une nouvelle vision du fédéralisme canadien appelée à transformer en profondeur la vie politique québécoise. Reconnaissons-le d'emblée : il ne s'agit pas ici d'une contribution anecdotique dans un débat depuis longtemps engagé sur l'avenir du Québec, mais bien d'une tentative pour changer les termes mêmes de ce débat, pour en transformer la configuration. Bien qu'il ne se présente pas explicitement sous cette étiquette, ce véritable *manifeste fédéraliste* a été accueilli avec enthousiasme dans les milieux favorables au Canada, où plusieurs ont comparé sa publication à une forme de « sortie du placard » pour les défenseurs convaincus du lien canadien<sup>2</sup>. Ce livre, plusieurs auteurs le confessent d'ailleurs, s'adresse d'abord aux fédéralistes, pour les inviter à voir autrement leur adhésion au Canada, pour l'approfondir intellectuellement et mieux la traduire

politiquement. Trop longtemps hésitants dans la défense de leur option et intimidés par la prétention du nationalisme à définir les termes fondamentaux du débat politique, le temps serait venu pour les fédéralistes de contester les souverainistes sur le plan intellectuel, en proposant un argumentaire en faveur du Canada au-delà du discours instrumental plus souvent qu'autrement mobilisé par ses défenseurs. C'est ce qu'a d'ailleurs tenu à souligner le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, en saluant un livre « *permet[tant] de mesurer à quel point la pensée fédéraliste a évolué dans la bonne direction au Québec* », à la différence du fédéralisme tel qu'on le défendait au moment de Meech, alors qu'il était « *sous l'emprise des mythes indépendantistes* »<sup>3</sup>. Assumé, décomplexé, ce fédéralisme — ayant « évolué » loin du souci nationaliste et s'alignant sur un discours qui était jusqu'ici réservé au Parti libéral du Canada — est porteur d'une vision de l'avenir du Québec qui n'aurait plus rien à voir avec celle qu'auraient pu avoir les héritiers de Robert Bourassa<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> André Pratte (dir.), *Reconquérir le Canada : un nouveau projet pour la nation québécoise*, Éditions Voix parallèles, 2007, 361 p.

<sup>2</sup> Lysiane Gagnon, « Un projet intéressant », *La Presse*, 15 novembre 2007. Aussi, Joël-Denis Bellavance, « Un recueil d'essais pour donner un nouveau souffle aux fédéralistes au Québec », *La Presse*, 9 novembre 2007

---

<sup>3</sup> Stéphane Dion, « Le fédéralisme assumé », *La Presse*, 9 novembre 2007, A21

<sup>4</sup> Mathieu Bock-Côté, « Le dernier nationaliste des fédéralistes », *Vigile.net*, 26 octobre 2006

# Changer la culture politique québécoise

**A**ndré Pratte, qui est probablement l'intellectuel phare de cette nouvelle mouvance idéologique, s'est donné ces dernières années la mission de contester « l'hégémonie intellectuelle » des souverainistes québécois. Depuis trop longtemps, ces derniers définiraient exclusivement les termes du débat politique. C'est sur un terrain balisé par les souverainistes que leurs adversaires les combattraient. Il l'écrivait ainsi dans un précédent essai : « *La grande réussite stratégique des souverainistes d'aujourd'hui est d'avoir imposé dans l'esprit d'un grand nombre de Québécois que les choses vont mal* »<sup>5</sup>. Cette vision serait conforme à une « *culture politique victimaire et isolationniste* »<sup>6</sup> où serait sans cesse reprise la thèse suivante : « *le statu quo n'est pas acceptable, des changements doivent absolument être apportés à la Constitution pour que le Québec puisse se développer au sein du Canada* »<sup>7</sup>. Cette déformation de la réalité canadienne aurait entraîné les fédéralistes à se reconnaître dans une vision québécoise du Canada d'abord faite de griefs, de critiques et d'un profond ressentiment qu'il serait désormais nécessaire de dépasser. Comme l'écrit Pratte encore une fois, « *depuis au moins un demi-siècle, nous, Québécois, définissons notre avenir et notre relation à partir des mêmes données de base. Fédéralistes comme indépendantistes s'entendent, dans le fond, sur l'essentiel : le statu quo n'est pas acceptable, des changements doivent absolument être apportés à la Constitution pour que le Québec puisse se développer au sein du Canada. Les indépendantistes estiment que l'impossibilité de tels changements est démontrée et que, par conséquent, le seul moyen pour le Québec de poursuivre sa marche est de devenir un pays indépendant. Les fédéralistes sont seulement plus patients* »<sup>8</sup>.

Ce temps serait révolu. Il faudrait désormais « *refuser de céder à la dramatisation* »<sup>9</sup> en présentant les complications qui traversent le Canada comme les tensions naturelles suscitées par un système politique fédéral. Les problèmes entre le Canada et le Québec seraient davantage dus à la sensibilité exagérée des Québécois qu'à toute autre chose. Les tensions, aussi vives soient-elles, entre le Québec et le Canada ne devraient plus entraîner une remise en question du lien fédéral. Cette dédramatisation des contradictions du fédéralisme canadien permettrait de mieux assumer le fédéralisme canadien malgré ses vicissitudes, comme l'écrira encore une fois Stéphane Dion, qui enregistre positivement cette nouvelle manière de voir les choses. « *Dans le fédéralisme assumé, les tensions entre ordres de gouvernement sont dédramatisées, perçues comme inhérentes à la marche d'une fédération* »<sup>10</sup>. À distance de la vision québécoise du Canada, c'est une vision canadienne du Québec qu'il importerait de formuler, André Pratte la déclinant en quatre points de doctrine : 1) « *le Québec d'aujourd'hui est mieux à même de se développer en demeurant au sein du Canada qu'en cherchant à devenir un pays indépendant* », 2) « *les Québécois doivent changer leur approche dans leurs rapports avec le reste du pays et dans leur vision du fédéralisme, que les revendications constitutionnelles, bien qu'importantes, ne sont pas une priorité immédiate* », 3) « *les Québécois auraient tout avantage à s'investir davantage dans le reste du pays, à profiter pleinement de ce que peut offrir l'appartenance au Canada plutôt que de rester sur la ligne de touche* », 4) « *le Québec a déjà en main les outils pour relever les défis auxquels il est confronté* »<sup>11</sup>.

<sup>5</sup> André Pratte, *Aux pays des merveilles. Essai sur les mythes politiques québécois*, VLB éditeur, 2006, p. 109

<sup>6</sup> André Pratte, « Conclusion », André Pratte (dir.), *Reconquérir le Canada. Un nouveau projet pour la nation québécoise*, Éditions Voix Parallèles, 2007, p. 361

<sup>7</sup> André Pratte, « Faire table rase : voir notre passé autrement pour mieux bâtir notre avenir », *opus cit.*, p. 231

<sup>8</sup> André Pratte, « Faire table rase : voir notre passé autrement pour mieux bâtir notre avenir », *opus cit.*, p. 231

<sup>9</sup> Frédéric Bérard, « Lettre à un ami indépendantiste », *opus cit.*, p. 174

<sup>10</sup> Stéphane Dion, « Le fédéralisme assumé », *La Presse*, 9 novembre 2007, A21

<sup>11</sup> André Pratte, « Introduction », *opus cit.*, p. 10

# Une politique de la table rase

**Il ne s'agit donc plus seulement de répondre aux souverainistes** mais de transformer en profondeur les termes du débat politique en entreprenant une sortie définitive de la question nationale. L'actualité politique y serait d'ailleurs plus que favorable, avec le déclin du mouvement souverainiste, en panne à la fois sur les plans stratégique et programmatique. C'est une fenêtre d'opportunité qui s'ouvrirait aux fédéralistes pour imposer une nouvelle donne politique québécoise, pour entreprendre une politique de la « table rase » par rapport à une certaine vision du Québec, comme ils seront nombreux à l'écrire, à la manière d'un mot d'ordre qui aurait bien pu servir de sous-titre à l'ouvrage. Parmi ceux-là, un jeune économiste, Mathieu Laberge, lancera la charge en se disant « *par-dessus tout [...] convaincu qu'il nous appartient*

C'est une fenêtre d'opportunité qui s'ouvrirait aux fédéralistes pour imposer une nouvelle donne politique québécoise, pour entreprendre une politique de la « table rase » par rapport à une certaine vision du Québec, comme ils seront nombreux à l'écrire, à la manière d'un mot d'ordre qui aurait bien pu servir de sous-titre à l'ouvrage.

*de faire table rase des épisodes les plus sombres du passé pour bâtir à neuf ce pays sur les fondations érigées par les générations précédentes* »<sup>12</sup>, sans pour autant considérer si la fondation du régime n'appartient pas justement à la série des épisodes les plus sombres. Ce sera aussi Frédéric Bérard qui en fera un programme : « *On se doit, comme Québécois francophones, de conceptualiser autrement notre relation avec le reste du Canada. On doit s'affranchir des écueils de notre passé et surtout, du climat de rancœur, de paranoïa et d'amertume qui nous anime depuis un certain temps. Faire table rase. On se doit de cesser la victimisation et l'égoïsme. On se doit d'évacuer les mythes et autres fantômes débilissants qui pourrissent notre manière de nous identifier et, dans la même veine, de cesser la catégorisation de ceux qui nous entourent. Il est en effet temps [...]*

*d'envisager l'avenir avec enthousiasme et confiance en exorcisant nos démons passés* ». Bérard ajoutera encore une fois, quelques pages plus loin, que la condition pour « *sortir de notre vision trop souvent égocentrique et de renouveler nos schèmes de pensée* » et « *revoir nos paradigmes politiques et culturels* », serait de « *faire table rase* »<sup>13</sup>. Cette vision négative, voire morbide, de la culture politique québécoise, partout présente dans l'ouvrage, est reprise par Marc Garneau qui résumera le tout en invitant les Québécois à se « *défaire de leurs préjugés* », ce dernier concept recoupant apparemment leur tradition politique et leur relation critique avec le Canada<sup>14</sup>.

Ces nombreux appels convergent tous dans un même sens : déconstruire une culture politique porteuse d'un souci particulier envers le destin québécois et animée par l'idée que le mauvais emboîtement du Québec dans le régime fédéral est un problème fondamental. Mais comment parvenir, pour autant, à se déprendre de catégories et concepts qui semblent traversés par l'expérience historique québécoise, sinon en entreprenant la neutralisation de cette dernière, par un révisionnisme critique oeuvrant explicitement à la déconstruction de la conscience nationale? On

ne se surprendra pas qu'un tel programme soit celui du directeur de l'ouvrage, André Pratte, qui fait explicitement de la « table rase » son programme en en faisant le titre d'un grand article consacré à la déconstruction de la conscience historique québécoise, en nous appelant « *à moins se souvenir pour mieux progresser* »<sup>15</sup>. Pratte entreprend une révision historiographique de la conscience collective pour la déprendre de la question nationale et de son appel à la refondation québécoise, afin de « *dédramatiser les événements contemporains [et] d'y réagir de façon plus rationnelle et plus pondérée* ». Il ne faudrait plus reconnaître dans l'expérience historique québécoise une lutte pour la survie et l'émancipation nationales, mais plutôt, une collaboration pas toujours

<sup>12</sup> Mathieu Laberge, « Un pays pour ma génération », *opus cit.*, p. 352

<sup>13</sup> Frédéric Bérard, « Lettre à un ami indépendantiste », *opus cit.*, p. 166, 182

<sup>14</sup> Marc Garneau, « D'abord, se comprendre », *opus cit.*, p. 333

<sup>15</sup> André Pratte, « Faire table rase : voir notre passé autrement pour mieux bâtir notre avenir », *ibid.*, p. 232

facile mais en dernière instance fructueuse avec le partenaire canadien. Ainsi, les progrès du Québec s'expliqueraient historiquement non seulement par son génie propre mais par « *la magnanimité* » du Canada anglais, la Conquête anglaise ayant d'ailleurs amené avec elle « *d'indéniables avantages* »<sup>17</sup>.

Que cette vision ait déjà eu sa place dans la conscience historique québécoise, on ne le niera pas, mais on pourra néanmoins être surpris qu'un appel explicite à sa restauration ne soit pas considéré comme une régression existentielle et identitaire. D'ailleurs, la chose mérite d'être soulignée, Pratte n'hésite pas à affirmer que les Québécois de la première décennie du vingtième siècle avaient une conscience historique en meilleur état que celle d'aujourd'hui, ce qui consiste pratiquement à effacer complètement l'empreinte d'un siècle de ressaisissement national sur l'imaginaire collectif pour en revenir au loyalisme constitutionnel d'un Thomas Chapais. Pratte célèbre ainsi les fêtes du 300<sup>e</sup> anniversaire de Québec avec son accueil enthousiaste à la reine d'Angleterre et se désole qu'un siècle après, les nationalistes québécois n'envisagent pas son retour avec un plaisir semblable, au point d'affirmer que « *le*

*tollé suscité par la rumeur voulant que la reine Élisabeth II visite Québec à l'occasion du 400<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la ville est d'une bêtise inouïe* »<sup>18</sup>. Cette vision des choses, qui croise d'ailleurs celle d'un Jocelyn Létourneau s'acharnant depuis plusieurs années à dénationaliser l'identité québécoise pour mieux la réinvestir dans l'expérience historique canadienne, pourrait en d'autres circonstances être comparée à une véritable anesthésie de la conscience nationale, sinon au simple évidemment de sa substance. Il n'en demeure pas moins qu'elle est évidemment indispensable à cette métamorphose des *données de base* à partir desquelles on devrait désormais appréhender la vie politique québécoise.

Il ne faudrait plus reconnaître dans l'expérience historique québécoise une lutte pour la survie et l'émancipation nationales, mais plutôt, une collaboration pas toujours facile mais en dernière instance fructueuse avec le partenaire canadien. Ainsi, les progrès du Québec s'expliqueraient historiquement non seulement par son génie propre mais par « *la magnanimité* » du Canada anglais, la Conquête anglaise ayant d'ailleurs amené avec elle « *d'indéniables avantages* ».

<sup>17</sup> *ibid.* p. 241

<sup>18</sup> *ibid.* p. 242

# Un fédéralisme post-national

**Se recourent ici deux thèses** : c'est en oblitérant le Québec historiquement qu'on le neutralisera politiquement. Une fois disparu comme expérience historique, il est bien plus aisé de nier le Québec en tant que communauté politique, d'en défaire les fondations, d'éroder la légitimité d'une politique à l'échelle nationale. À ce titre, c'est le constitutionnaliste Jean Leclair qui poussera le plus loin sa démarche en plaidant contre ce qu'il appelle la prétention du Québec à la « *différence radicale* »<sup>20</sup>. S'il s'agissait seulement de reconnaître, contre un certain idéalisme local, que les « valeurs québécoises » ne se distinguent pas véritablement de celles de tout le nord-est du continent américain, il faudrait évidemment donner raison à Leclair. Trop souvent, on entend des souverainistes, normalement les mieux disposés envers l'articulation de leur

Se recourent ici deux thèses : c'est en oblitérant le Québec historiquement qu'on le neutralisera politiquement. Une fois disparu comme expérience historique, il est bien plus aisé de nier le Québec en tant que communauté politique, d'en défaire les fondations, d'éroder la légitimité d'une politique à l'échelle nationale.

option à un projet de société progressiste, tenir un discours plus ou moins creux sur les « valeurs québécoises » qui seraient porteuses d'une expérience de civilisation absolument nouvelle. Mais ce n'est pas à ce niveau – et pour cause – que Leclair se situe. Il faut savoir ce qu'entend Jean Leclair lorsqu'il révoque la différence *radicale* du Québec : le mot radical réfère en fait à la légitimité de la différence *politique* québécoise, à la prétention québécoise à constituer un espace politique complet, où la collectivité peut librement délibérer sur ses finalités sans l'interférence d'un tiers institutionnel. En se contentant de remarquer la ressemblance superficielle du Québec et du Canada sur les grandes questions de société qui traversent l'Occident, ce que Leclair cherche à nier, c'est le fait national québécois, l'existence historique d'un peuple

susceptible de réclamer pour lui autre chose qu'un contrôle administratif sur sa vie collective. Ce que prétend récuser Leclair, c'est l'idée d'une différence québécoise fondatrice susceptible de se traduire sur le plan institutionnel et générant une légitimité politique distincte susceptible de justifier la sécession du Québec de la fédération. Après auscultation du sentiment identitaire québécois, Leclair croit possible d'affirmer : « *tout au plus peut-on tirer la conclusion suivante : alors que les Québécois éprouvent un attachement plus grand pour leur province que pour le Canada, le sentiment d'appartenance des Canadiens anglais est fort probablement plus grand pour le Canada qu'il ne l'est pour leur province* »<sup>21</sup>. Cette relativisation de la différence québécoise trouvera un écho chez Daniel Fournier qui dit reconnaître « *beaucoup plus de similitudes nationales que de différences régionales* » au Canada, manière simple de rappeler que la véritable référence nationale se situe à la grandeur de la fédération et non dans l'espace québécois<sup>22</sup>. Autrement dit, le Québec ne constituerait pas une communauté nationale assez complète pour disposer d'une pleine existence politique et dire le contraire serait symptomatique de ce narcissisme des petites

différences que croit percevoir une certaine sociologie anglo-américaine dans la réalité des petites nations comme le Québec. Au mieux, le Québec serait une société différente, mais d'aucune manière une nation au sens moderne du terme, à moins de réduire ce mot à une pure portée rhétorique qui ne soit fondatrice d'aucune souveraineté politique. À moins, autrement dit, de dépolitiser complètement la signification de l'identité nationale.

La conséquence de cela est bien claire et les étapes du raisonnement nous y conduisent inévitablement : s'il n'y a pas de différence historique québécoise non plus que de différence politique, autrement dit, si la nation québécoise n'est qu'un concept sans portée institutionnelle et sans conséquences politiques, il devient donc insensé de mener une politique d'abord centrée

<sup>20</sup> Jean Leclair, « Vers une pensée politique fédérale : la répudiation du mythe de la différence québécoise « radicale », *opus cit.*, p. 39-83

<sup>21</sup> *ibid.*, p. 71-72

<sup>22</sup> Daniel Fournier, « Que serons-nous en 2017 » ?, *opus cit.*, p. 29

sur la défense des intérêts vitaux du Québec, qui pour le dire ainsi, n'existent plus. D'ailleurs, de ce point de vue, ce ne sont pas seulement les souverainistes qui sont identifiés comme adversaires par ce fédéralisme *postnational*. Plus souvent que les souverainistes mêmes, ce sont les autonomistes et l'Action démocratique qui sont ciblés. Non seulement parce qu'ils s'inscrivent en dissidence avec le fédéralisme tous azimuts tel que nous le proposons les auteurs de *Reconquérir le Canada* mais parce qu'ils ne consentent pas à sortir de la référence québécoise pour déterminer l'horizon de leur politique. L'Action démocratique n'est pas reconnue comme une formation authentiquement fédéraliste mais plutôt comme un parti nationaliste post-souverainiste, se définissant fondamentalement à partir de catégories politiques québécoises. Comme l'écrit Leclair à la suite de plusieurs autres, « la position constitutionnelle de l'Action démocratique du Québec incarne parfaitement cette volonté de plusieurs Québécois de former un État indépendant au sein d'un Canada dont ils ne se soucient pas de connaître la nature. Il faut dire les choses comme elles sont. L'autonomie du Québec entendue comme la négociation seul à seul avec Ottawa, le retrait du Québec du Conseil de la fédération et surtout, surtout, la perception de tous les impôts – y compris les impôts fédéraux – tout cela tient du délire. C'est une pensée d'enfant boudeur qui se croit tout permis »<sup>23</sup>. Dans la perspective du fédéralisme assumé, toute politique qui se raccroche d'une manière ou de l'autre à l'exigence du Québec d'abord est disqualifiée. « Les Québécois peuvent et doivent participer, la tête haute, à cet État fédéral qu'ils ont largement contribué à construire et à gouverner. S'ils veulent en sortir, qu'ils s'engagent dans la voie de l'indépendance pure et simple, de la rupture des liens politiques et de la fin des obligations de réciprocité. S'ils veulent y rester, qu'ils abandonnent la rhétorique de la « différence radicale » et de la réclamation

sans fin incarnée aujourd'hui par l'autonomisme adéquate »<sup>24</sup>. L'alternative a le mérite de la clarté. Marie Bernard-Meunier frappera d'ailleurs sur le même clou, celui du caractère insensé d'une relation de peuple à peuple au sein du Canada fédéral. « Prétendre à un dialogue d'égal à égal, c'est s'inscrire dans une logique d'indépendance et affirmer d'entrée de jeu sa volonté de négocier une nouvelle union, non plus à dix, mais à deux »<sup>25</sup>. Le Québec n'est plus qualitativement distinct du Canada. On en trouve même quelques-uns pour dénoncer le fédéralisme tel que pratiqué par le Parti libéral de Jean Charest avec sa prétention à défendre pourtant bien sobrement les intérêts du Québec. C'est le cas de Daniel

D'ailleurs, de ce point de vue, ce ne sont pas seulement les souverainistes qui sont identifiés comme adversaires par ce fédéralisme *postnational*. Plus souvent que les souverainistes mêmes, ce sont les autonomistes et l'Action démocratique qui sont ciblés. Non seulement parce qu'ils s'inscrivent en dissidence avec le fédéralisme tous azimuts tel que nous le proposons les auteurs de *Reconquérir le Canada* mais parce qu'ils ne consentent pas à sortir de la référence québécoise pour déterminer l'horizon de leur politique.

Fournier qui revient sur l'élection du printemps 2007 en se désolant que « le Parti Québécois a cherché à obtenir la majorité du vote pour pouvoir réaliser la souveraineté, l'Action démocratique du Québec, pour pouvoir atteindre l'autonomie, et les libéraux, pour pouvoir défendre les intérêts du Québec face à Ottawa »<sup>26</sup>. En le disant autrement, c'est un semblable constat que croit encore faire Marie Bernard-Meunier en invitant le PLQ à ne pas entrer en concurrence identitaire et nationaliste avec les deux grands partis québécois. « Les fédéralistes ont peu de chance de convaincre leurs concitoyens d'adhérer au fédéralisme si leur unique obsession est de paraître aussi nationalistes que le PQ ou aussi

<sup>23</sup> Jean Leclair, « Vers une pensée politique fédérale : la répudiation du mythe de la différence québécoise « radicale », *opus cit.* p. 68-69

<sup>24</sup> *ibid.* p. 78

<sup>25</sup> Marie Bernard-Meunier, « Apprendre à jouer le jeu : le défi du Québec dans le Canada », *opus cit.* p. 140

<sup>26</sup> Daniel Fournier, « Que serons-nous en 2017 » ?, *opus cit.* p. 21

*autonomistes que l'ADQ, voire plus nationalistes ou autonomistes qu'eux* »<sup>27</sup>.

*Ne pas faire concurrence aux nationalistes dans la défense de l'identité québécoise.* Cet appel souvent lancé en dit beaucoup sur l'ambition de ce livre, dont la publication pouvait d'abord paraître déphasée. Ce dont on cherche à se défaire, ce sont des concepts politiques et sociologiques à partir desquels s'est institué le Québec comme État national. Ce dont on cherche à profiter, c'est de l'actuel déclin du souverainisme pour faire basculer la légitimité nationale de la référence québécoise à la référence canadienne. C'est plus qu'une victoire contre les souverainistes que souhaitent les auteurs de ce collectif, c'est en fait la normalisation canadienne du Québec et une transformation de la conscience historique à travers le parachèvement de sa dénationalisation, avec une conclusion simple tirée par André Pratte : « *il est temps d'admettre que nous sommes une minorité* »<sup>28</sup>. Certains y mettront même la vertu des candides, comme Frédéric Bérard, qui demandera : « *suis-je moins patriote du fait que j'accepte, dans ma réalité de francophone, d'être minoritaire en territoire canadien ?* »<sup>29</sup>. Une vertu qu'il prendra bien soin de traduire en sagesse cosmopolite, comme il va de soi. « *En fait, si*

*nous, Québécois francophones, refusons notre statut minoritaire, comment peut-on légitimement imposer ce même statut aux autres minorités vivant sur notre territoire. [...] Si aucune nation n'accepte d'être minoritaire, c'est donc dire également que plus aucune majorité ne subsiste et que, par voie de conséquence, on se retrouvera sous peu chacun chez soi* »<sup>30</sup>. Le Canada est à accepter pour ce qu'il est et malgré ce qu'il n'est plus. « *Le Canada de demain ne sera jamais plus ce qu'il était autrefois, soit un pays bâti sur deux nations, avec deux langues et deux cultures* »<sup>31</sup>. Et si, au hasard de la vie politique, la nation québécoise en venait à être reconnue dans l'ensemble canadien, ce serait sans associer à ce geste de conséquences politiques, ce qu'écrivent en toutes lettres Rivet et Rivault en disant explicitement qu'il vaudrait mieux « *éviter de lier la reconnaissance de la spécificité québécoise à une entente plus large qui recouperait d'autres demandes – et donc qui risquerait fortement*

C'est plus qu'une victoire contre les souverainistes que souhaitent les auteurs de ce collectif, c'est en fait la normalisation canadienne du Québec et une transformation de la conscience historique à travers le parachèvement de sa dénationalisation, avec une conclusion simple tirée par André Pratte : « *il est temps d'admettre que nous sommes une minorité* ».

<sup>27</sup> Marie Bernard-Meunier, « Apprendre à jouer le jeu : le défi du Québec dans le Canada », opus cit. p. 140. Dans un éditorial de La Presse, André Pratte, qui prenait connaissance d'un document du PLQ affirmant la nécessité pour ce parti d'un retour au nationalisme, écrivait sans hésitation : « Défense de l'identité, promotion de la nation, plus de pouvoirs pour le Québec, défense du français : les recommandations préliminaires du groupe de travail du Parti libéral du Québec sur l'identité et le fédéralisme ont décidément un accent nationaliste prononcé. Lors du conseil général du PLQ en fin de semaine, plusieurs militants ont fait savoir aux dirigeants de la formation qu'ils ne souhaitaient pas suivre les péquistes et les adéquistes sur ce terrain-là. Ils ont raison. [...] Le PLQ commettrait là une grave erreur. Bien sûr, le parti doit défendre les valeurs et l'identité québécoises. Mais il ne se différenciera pas de ses adversaires s'il cultive ou profite de la méfiance de certains à l'endroit des minorités. Si les Québécois sentent leur identité fragile à ce point, ce n'est pas à Jean Charest, quoi qu'il dise ou fasse, qu'ils confieront la tâche de la protéger ». André Pratte, « Le voyant rouge », La Presse, 17 septembre 2007, A17.

<sup>28</sup> André Pratte, « Faire table rase : voir notre passé autrement pour mieux bâtir notre avenir », opus cit. p. 257.

<sup>29</sup> Frédéric Bérard, « Lettre à un ami indépendantiste », opus cit. p. 175.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 176.

<sup>31</sup> Hervé Rivet et Fabrice Rivault, « La nation québécoise : de la reconnaissance informelle à l'enchéassement constitutionnel », opus cit. p. 302.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 300. Je me suis intéressé à la reconnaissance de la nation québécoise par le gouvernement fédéral dans Mathieu Bock-Côté, De la reconnaissance du Québec à celle des Québécois : retour sur la reconnaissance de la nation par le gouvernement Harper à l'automne 2006, Institut de recherche sur le Québec, avril 2007, 20 p. On lira aussi l'étude de Patrick Taillon, aussi publiée à l'IRQ, qui s'intéresse aux obstacles à une éventuelle réforme du fédéralisme du point de vue des intérêts québécois. Patrick Taillon, Les obstacles juridiques à une réforme du fédéralisme, Institut de recherche sur le Québec, avril 2007, 46 p.

# Reconquérir le Canada : quel Canada ?

**Ce qui ne veut pas dire qu'on s'en séparera pour autant.** La rupture entre le Canada historique et le Canada tel que refondé par Trudeau ne porte plus à conséquence pour ces inconditionnels du lien canadien. La meilleure chose à faire est désormais de reconquérir le Canada, de l'investir en quittant le seul Québec qui est présenté comme un espace de repli sur soi, d'imaginer un Canada où accomplir les promesses d'un citélisme postmoderne ou d'un trudeauisme revampé<sup>33</sup>. C'est d'ailleurs dans cette perspective qu'André Pratte invitera les leaders québécois à moins s'intéresser à la diplomatie internationale et davantage à la diplomatie interprovinciale, en privilégiant, pour le dire de manière imagée, Winnipeg à Paris. L'horizon du Québec devrait se rétrécir à l'ensemble canadien<sup>34</sup>. Ce à quoi Daniel Fournier réfère en disant espérer que le Québec dise oui au Canada, après Benoît Pelletier qui affirme que « *la grande majorité des Québécois doivent apprendre à faire pleinement leur le Canada* »<sup>35</sup>, en participant sérieusement aux affaires d'Ottawa, ajoute Jean Leclair, pour qui le développement d'un esprit fédéral passe par « *une participation des citoyens à cette part de la vie politique qui relève du gouvernement central* »<sup>36</sup>. Ce qu'on propose aux Québécois ressemble en fait à l'intégration lucide que mettait de l'avant il y a un demi-siècle Maurice Lamontagne, pour qui le destin des francophones canadiens ne pouvait ni ne devait plus passer par le Québec<sup>37</sup>. S'acceptant comme minoritaires, les Québécois devraient cesser de privilégier le seul espace politique où ils forment pourtant une majorité : le Québec.

Mais dans quel Canada s'agit-il d'accomplir ce programme, si le Canada historique avec ses deux peuples fondateurs appartient une fois pour toutes au passé, comme ils sont nombreux à le reconnaître? Jacques Attali le suggérait dans son *Dictionnaire du XXI<sup>e</sup> siècle*, le Canada incarne pour plusieurs le laboratoire de l'utopie postmoderne, celle d'une communauté

politique post-nationale et post-historique toute vouée à l'implantation de l'idéologie multiculturelle<sup>38</sup>. C'est dans cette perspective que récemment, l'Institut du Canada moderne – dont les deux principaux animateurs ont justement collaboré à *Reconquérir le Canada* – invitait les Québécois à adhérer au Canada comme à une utopie incarnant une forme de dépassement de soi-même<sup>39</sup>. On le sait, dans les couches supérieures des sociétés occidentales, la nation a mauvaise presse, l'identité nationale encore plus<sup>40</sup>. Dans une époque qui proclame sans cesse la nécessité de leur dépassement, le Canada prendrait l'allure d'un « *un modèle de cohabitation entre regroupements divers* »<sup>41</sup>. En fait, le Canada serait dans le sens de l'histoire, alors que la nation serait, comme l'écrit Bérard, « *au mieux un anachronisme et, au pire, un frein inutile à l'épanouissement de la race humaine* »<sup>42</sup>. Au nom de l'environnement ou d'une gestion globalisée des problèmes planétaires, de nouvelles communautés politiques seraient à inventer et le Canada serait l'exemple à suivre pour ceux qui n'en pourraient plus de la raison des nations. À la manière de la construction européenne qui sert d'inspiration à l'idéalisme postmoderne, le Canada serait l'incarnation de la promesse de notre temps. À travers sa sacralisation des chartes et du multiculturalisme, qui en ferait une société exemplaire par son progressisme identitaire et social, le Canada se poserait comme modèle. D'une certaine manière et comme le souhaitait déjà André Pratte dans une précédente contribution au débat national, le Canada serait désormais l'espace politique à privilégier pour accueillir l'idéal et le projet d'une société progressiste aux identités multiples, cosmopolite et multiculturelle<sup>43</sup>.

Disons-le clairement : la pensée fédéraliste renonce à assumer la référence québécoise en se définissant à travers la défense d'un Canada multinational, multiculturel et chartiste. Il ne cherche plus d'aucune manière à concurrencer les nationalistes québécois, comme on a d'ailleurs pu récemment le constater avec la

<sup>33</sup> Guy Laforest, Trudeau et la fin d'un rêve canadien, Septentrion, Sillery, 1991

<sup>34</sup> André Pratte, « L'obsession française », La Presse, 12 février 2008, A22

<sup>35</sup> Benoît Pelletier, « Un nouvel envol : l'affirmation de l'identité Québécoise au sein de la », *in opus cit.*, p. 108

<sup>36</sup> Jean Leclair, « Vers une pensée politique fédérale : la répudiation du mythe de la différence québécoise « radicale », *opus cit.*, p. 69

<sup>37</sup> Maurice Lamontagne, Le fédéralisme canadien. Évolution et problèmes, Les Presses de l'Université Laval, 1954

<sup>38</sup> Jacques Attali, Dictionnaire du XXI<sup>e</sup> siècle, Fayard, 1998, p. 63

<sup>39</sup> Frédéric Bérard, Patrice Ryan, « Pourquoi le think tank », Le think tank, hiver 2008, numéro de lancement, p. 3-5

<sup>40</sup> Mathieu Bock-Côté, « Peut-on sortir de la société des identités », Bulletin d'histoire politique, vol.15, no.3, printemps 2007

<sup>41</sup> Frédéric Bérard, « Lettre à un ami indépendantiste », *opus cit.*, p. 166

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 166

<sup>43</sup> André Pratte, Aux pays des merveilles. Essai sur les mythes politiques québécois, VLB éditeur, 2006

publication d'un nouveau document politique par le Parti libéral du Québec qui proposait de résoudre la crise des accommodements raisonnables par un éloge du multiculturalisme et de sa prétention à transformer une société au-delà de son identité nationale<sup>44</sup>. Comme l'a d'ailleurs déjà écrit André Pratte, « *le fédéralisme comporte [...] l'immense avantage de permettre à chacun de combiner des identités multiples, une liberté humaine fondamentale* ». Derrière cette rhétorique qui masque bien mal une défense convaincue d'un pluralisme sans limites, on voit néanmoins que le Canada se pose désormais comme une communauté politique exemplaire dans la pratique d'un multiculturalisme qui pourtant entre en crise partout dans le monde. On peut se demander quelle sera la portée d'un tel réalignement idéologique pour un électorat québécois qui a témoigné de plusieurs manières de sa résistance au multiculturalisme. On se le demandera encore plus quand on lira sous la plume de ces fédéralistes un appel au « *multilinguisme* »<sup>45</sup>, cette approche permettant apparemment de dédramatiser encore une fois les craintes exprimées par une part croissante de la population à propos de l'avenir du français dans la métropole québécoise, d'autant plus qu'on constate de très nombreuses manières, ces années-ci, à quel point l'intégration des

immigrants est un défi considérable qui exigera, pour être résolu, une véritable politique pour le moment entravée par le régime chartiste<sup>46</sup>. On trouvera d'ailleurs un exemple assez remarquable de cette dédramatisation chez Mathieu Laberge qui affirmera que « *la langue anglaise n'est plus perçue comme un symbole d'oppression coloniale, mais bien comme un outil de travail quotidien indispensable* », manière comme une autre de reconnaître sans s'en offusquer que c'est bien la langue française qui ne jouit pas d'un tel statut dans la métropole québécoise<sup>47</sup>. C'est tout le débat qui s'est imposé ces dernières années sur l'identité nationale québécoise qui prend une nouvelle dimension à partir de ce réalignement idéologique. Alors que la controverse des accommodements raisonnables et les événements qui l'ont suivie ont témoigné d'un certain sentiment de dépossession identitaire à la grandeur du Québec, les partisans du fédéralisme assumé n'hésitent pas à parler avec condescendance du « *débat somme toute superficiel et sensationnaliste sur les accommodements raisonnables* »<sup>48</sup>, le ministre Benoît Pelletier présentant même le malaise québécois devant les excès de l'hétérogénéité sociale comme le signe d'une « *conception purement ethnocentrique de l'identité québécoise* » qui risquerait de la « *faire périr par suffocation* »<sup>49</sup>.

<sup>44</sup> Parti libéral du Québec, Le meilleur pour le Québec, Document de travail, 30<sup>ème</sup> Congrès des membres, 2007.

<sup>45</sup> André Pratte, « Pour un Québec multilingue », La Presse, 15 février 2008, A20

<sup>46</sup> André Pratte, « La majorité a tort », La Presse, 27 octobre 2007, André Pratte, « Chez eux », La Presse, 3 novembre 2007.

<sup>47</sup> Mathieu Laberge, « Un pays pour ma génération », *opus cit.*, p. 34

<sup>48</sup> Patrice Ryan, « Lettre à un ami canadien-anglais », *opus cit.* p. 143

<sup>49</sup> Benoît Pelletier, « Un nouvel envol : l'affirmation de l'identité québécoise au sein de la fédération canadienne », *opus cit.* p. 94

# Conclusion

## Nationalistes québécois vs fédéralistes canadiens

**ANDRÉ PRATTE L'AURA RECONNU ET PERSONNE NE POURRA L'ACCUSER DE NE PAS DÉVOILER CLAIREMENT SON PROGRAMME**, les thèses contenues dans son livre étaient normalement réservées au Parti libéral du Canada et leur inscription dans l'espace politique québécois n'ira pas de soi<sup>50</sup>. Et de fait, si le nouvel argumentaire fédéraliste d'André Pratte et de ses collaborateurs pouvait être comparé à une autre tentative ces dernières années de repenser le Québec dans l'idéal d'une reconquête canadienne, c'est à l'essai de Pierre Pettigrew, *Pour une politique de la confiance*, qui faisait du Canada un modèle pour une civilisation renaissante dans le cadre de la mondialisation<sup>51</sup>. Il n'est pas inutile de tirer les conséquences de ce réaligement pour la démocratie québécoise. La vraie ligne de clivage politique ne se trouve plus entre souverainistes et fédéralistes québécois mais entre fédéralistes canadiens et nationalistes québécois. Paradoxalement, un tel positionnement laisse un grand espace politique disponible pour les partis et mouvements qui voudraient s'approprier la référence québécoise et traduire sur le plan programmatique le désir de ressaisissement identitaire qui traverse actuellement le Québec. Après dix ans de mauvaise conscience, les souverainistes ont renoué à l'automne 2007 avec le discours nationaliste qui demeure le plus pertinent dans une époque démontrant sans

cesse les limites des ensembles politiques supranationaux qui n'en finissent plus de dévitaliser le lien politique en le confiant aux seuls soins des technocrates et en compensant l'absence d'une identité historique entre ses citoyens par de grandes entreprises

La vraie ligne de clivage politique ne se trouve plus entre souverainistes et fédéralistes québécois mais entre fédéralistes canadiens et nationalistes québécois.

d'ingénierie identitaire pour créer artificiellement le sentiment d'un vivre-ensemble<sup>52</sup>. Le camp national pourrait ainsi entrer en dissidence avec le régime multiculturel et l'idéologie qui l'exprime en assumant clairement la défense de l'État-nation contre le fédéralisme post-national, de l'identité nationale contre le multiculturalisme, d'une citoyenneté définie substantiellement à partir de l'expérience historique québécoise contre une citoyenneté artificielle à géométrie variable taillée sur mesure pour une société désincarnée de toute existence historique. Les nationalistes pourraient ainsi élaborer une alternative nationale pour sortir le Québec de sa crise politique en n'hésitant plus à transgresser le catéchisme politiquement correct qui contribue à dissoudre l'identité collective. C'est à la fois une politique de ressaisissement national et démocratique qu'ils proposeraient au Québec.

Dans la mesure où l'identité nationale est déconstruite, niée puis désertée par les fédéralistes, c'est aux défenseurs du Québec de se l'approprier pleinement. Dans la mesure, aussi, où les fédéralistes n'entendent plus préserver les intérêts vitaux du Québec et entreprennent même d'en déconstruire les assises intellectuelles et conceptuelles, c'est aux nationalistes de définir le plus fondamentalement possible ces intérêts et d'en proposer une défense convaincante. Non seulement doivent-ils se faire les défenseurs de la nation québécoise, mais surtout, d'une vision de la nation qui ne la désincarne pas dans une simple rhétorique. Contre la déréalisation du Québec pour laquelle militent les auteurs de *Reconquérir le Canada*, devant le multiculturalisme, c'est aux nationalistes québécois de réaffirmer

<sup>50</sup> André Pratte, « Faire table rase », *opus cit.*, p. 231

<sup>51</sup> Pierre Pettigrew, *Pour une politique de la confiance*, Boréal, Montréal, 1999

<sup>52</sup> Christian Rioux, « Vivre ensemble », *Le Devoir*, 7 décembre 2007

la pertinence d'un cadre politique qui accouple sans complexe une identité et une citoyenneté. Au-delà des arguments habituellement mobilisés par les souverainistes pour promouvoir leur option, c'est tout un espace politique qui s'ouvre pour assurer la revitalisation de la cause nationale à travers une politisation de la question identitaire dans une lutte assumée contre le multiculturalisme qui a pris les allures d'une religion d'État au Canada. On pourrait même dire que le refus de ce nouveau fédéralisme d'assumer la question identitaire la revalorise du point de vue des nationalistes en leur laissant toute la responsabilité de l'identité nationale. Comme quoi le nouvel espace politique qui se dessine à travers la métamorphose du fédéralisme québécois annonce potentiellement une transformation de notre démocratie et l'ouverture d'un créneau politique prometteur pour les nationalistes, pour peu qu'ils ne désirent plus comme hier réaliser la souveraineté du Québec seulement pour y construire un Canada miniaturisé.



# Présentation de l'IRQ

Fondé en 2002, l'Institut de recherche sur le Québec (IRQ) a pour mission, de soutenir et de diffuser des recherches et des textes d'opinion sur des sujets touchant le développement du Québec. Lieu d'échanges, de concertation et de débats entre les groupes et les individus qui réfléchissent et agissent pour bâtir le Québec, l'IRQ se situe au carrefour de l'observation et de l'action. Il a pour but de susciter la réflexion sur les enjeux d'actualité qui concernent le Québec.

## Membres du Comité scientifique de l'IRQ

- **Jacques Beauchemin**, professeur titulaire au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal.
- **Éric Bédard**, historien, professeur à l'Université du Québec à Montréal (TÉLUQ).
- **Joseph Facal**, professeur invité à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal où il enseigne la sociologie et le management.

## Direction de l'IRQ

- Direction générale : **Gilles Grondin**
- Direction de la recherche : **Mathieu Bock-Côté**



*Institut de recherche  
sur le Québec*

**Institut de recherche sur le Québec**

2207, rue Fullum  
Montréal (Québec) H2K 3P1  
Téléphone : 514 527-9891  
[info@irq.qc.ca](mailto:info@irq.qc.ca)

[www.irq.qc.ca](http://www.irq.qc.ca)